

# Affronter la réalité – Stratégies pour accroître le « pouvoir de la base » à l'ère de la mondialisation néolibérale \*

**Frances Fox Piven**

**A**u début du capitalisme industriel vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, un ensemble d'idées a émergé et a captivé l'imagination de la nouvelle classe ouvrière créé par le capitalisme industriel. Ces idées reflétaient en partie les nouvelles dispositions institutionnelles élaborées par l'urbanisation et l'industrialisation sous le capitalisme. Elles ont aussi changé le cours du capitalisme industriel. Ces idées ont aidé la classe ouvrière à devenir une force qui a humanisé le capitalisme industriel, bien que cette force n'ait pas transformé le capitalisme.

Quelles sont ces idées ?

La première c'était que le nombre croissant de personnes qui, du fait des changements dans l'économie, avaient été forcées de travailler dans les mines et les usines réparties à travers l'Europe et les Amériques, que ces personnes, pourraient avoir – et finiraient un jour par avoir – du pouvoir.

Pourquoi auraient-elles le pouvoir ?

Le pouvoir qu'elles pouvaient à la fois saisir et créer était ancré dans le système même qui les opprimait : le système de production de masse. Les usines, en rassemblant dans des petites et grandes villes des gens de villages et de fermes dispersées, allait leur donner des caractères communs. Cela allait les soumettre à une expérience commune, les réunir physiquement dans les

\* Communication prononcée le 19 juin 2009 lors de la conférence « Classes dans le contexte de la crise » organisée par la Fondation Rosa Luxembourg.

lieux mêmes de la production de masse, et les exposer à la dure routine de la chaîne de montage, à l'autoritarisme des contremaîtres et des patrons. En les rassemblant et en les exposant aux mêmes conditions, les institutions mêmes du capitalisme industriel allaient changer leur conscience politique. Cela leur montrerait beaucoup de choses – à ces gens de villages dispersés, parlant différents dialectes ou langues – et ils se rendraient compte qui sont leurs ennemis communs. Ils y gagneraient également une sorte de compréhension, de vision, de socialisation, ou même de socialisme ; cette sorte de socialisme limité que la production de masse créée par le capitalisme lui-même constituait. Et enfin, et surtout, cette expérience nouvelle créée par le capitalisme industriel montrerait aux gens qu'ils avaient le pouvoir. Parce qu'ils se rendraient compte par leur expérience des mines et des usines qu'ils jouaient un rôle crucial dans le nouveau système, qu'ils pouvaient le bloquer.

Enfin, il y avait l'idée que, au fur et à mesure que le capitalisme industriel croissait, la puissance des travailleurs et travailleuses augmenterait aussi. Leur nombre et leur pouvoir allaient s'accroître.

Comme vous le savez tous, ces idées ont été le mieux exprimées dans le *Manifeste communiste*. C'était, bien sûr, un document polémique. Mais c'était aussi une analyse. Et je pense que son impact a été grand et qu'il a été une source d'inspiration. L'idée que la nouvelle classe ouvrière industrielle en formation pourrait avoir du pouvoir et que sa puissance – sa puissance potentielle du moins – était une sorte de résultat inévitable du nouveau système de production qui était en train de naître, cette idée, cette analyse reflétait une réalité. Elle a également contribué à renforcer le pouvoir de la classe ouvrière qui a finalement eu un impact sur les conditions institutionnelles, même si ce n'était pas l'impact considérable que les dirigeants de la classe ouvrière – et que Marx et Engels eux-mêmes – avaient espéré. Cette idée a alimenté les grèves de masse, les syndicats, les partis ouvriers, qui ont bel et bien eu un impact sur le capitalisme industriel au cours de son développement.

Eh bien, cette idée n'est plus une source d'inspiration. Maintenant, la classe ouvrière industrielle est moins importante ; et c'est aussi vrai pour les syndicats, aux États-Unis, au Royaume-Uni, et dans une certaine mesure à travers l'Europe, et certainement en Amérique latine. Les partis qui ont débuté comme partis de la classe ouvrière, les partis politiques en général, ne semblent plus être basés sur les classes sociales. Ils sont devenus des partis fourre-tout ; ils vacillent. Un vaste découragement règne quant aux perspectives de pouvoir de la classe ouvrière. Au lieu de cela nous sommes invités à voter pour des partis qui s'appellent encore eux-mêmes « Parti du travail » ou « Parti social-démocrate », parce que leurs dirigeants et leurs candidats disent qu'ils promettent une gestion plus douce des restrictions inévitables dans notre nouvelle ère.

La façon habituelle d'expliquer pourquoi il en est ainsi, pourquoi les vieilles promesses ne sont pas tenues, se sont évaporées, et pourquoi nous sommes

dans ce borbier, est aussi un ensemble d'idées reçues. Un ensemble d'idées qui dans une certaine mesure reflète les nouvelles dispositions institutionnelles ; et également une sorte de dynamique qui promet de changer, et a déjà changé ces arrangements institutionnels. Et ces nouvelles idées reçues ressemblent à peu près à ceci : « Nous sommes dans une ère nouvelle. Nous l'appelons le néolibéralisme ou mondialisation néolibérale, ce qui signifie que les marchés capitalistes sont désormais internationaux. Cela signifie aussi que les économies nationales se restructurent et génèrent de la précarité, une main-d'œuvre précaire, une main-d'œuvre à temps partiel, et que ce nouveau développement est inévitable, qu'il est le résultat du nouveau cadre institutionnel qui n'est le fait de personne en particulier. Cela signifie enfin que les conséquences seront énormes pour les conditions économiques de la classe ouvrière, mais surtout pour le pouvoir de la classe ouvrière ».

Je tiens à expliquer pourquoi ce développement a paralysé l'émergence d'idées nouvelles sur le néolibéralisme et sur les réalités institutionnelles qu'il reflète et exagère. Je veux aussi expliquer pourquoi je ne pense pas que ces réalités doivent être aussi dévastatrices qu'elles semblent l'être.

Permettez-moi de commencer par le début. Historiquement, il existe en fait deux conceptions principales du pouvoir des travailleurs.

La première conception est liée à l'idée de démocratie, de la démocratie représentative électorale. C'est l'idée selon laquelle, si les travailleurs ont le droit de vote et s'il y a des élections périodiquement, ils peuvent avoir une certaine influence sur l'État. C'est une idée très basique de la démocratie ; c'est la manière dont nous concevons la démocratie. En fait, les institutions ont été modelées pour refléter cette conception : qui a le droit de vote, comment voter, le déroulement des élections, le rôle des partis politiques, etc.

Cette conception de la démocratie représentative électorale était très prometteuse – et historiquement, elle a eu beaucoup d'influence sur le socialisme – en raison de cette notion selon laquelle le capitalisme industriel devait croître, et donc que le nombre de travailleurs de l'industrie allait augmenter. Les travailleurs industriels confrontés à une expérience commune allaient ensuite développer une solidarité et une sorte de perspective socialiste. La représentativité électorale pourrait donc devenir un véhicule pour le pouvoir.

Mais il y avait aussi une deuxième théorie qui, je crois, a été très influente : la théorie du pouvoir du mouvement ouvrier. Le pouvoir du mouvement ouvrier se manifestait essentiellement par la grève. C'est de cela que le *Manifeste* parlait. La croissance des industries de production de masse allait de pair avec la croissance du mouvement ouvrier comme force sociale.

Ces deux conceptions ont eu leur importance dans l'histoire du capitalisme industriel. Le mouvement ouvrier était important. C'est l'histoire de l'expansion des droits politiques des gens ordinaires, des droits du travail, de la pro-

tection sociale, de l'État-providence. Et dans cette histoire, les deux sortes de pouvoir interagissaient. Il était souvent très important que les travailleurs aient un certain pouvoir électoral parce qu'ils pouvaient utiliser leurs votes, leurs partis politiques, pour protéger leur capacité à déployer leur force de travail, leur pouvoir de grève, leur pouvoir de « fermer la taule ».

Le point de vue conventionnel qui nous a paralysés, qui a été mis en avant par la machine de propagande néolibérale, c'est que la mondialisation affaiblit les deux types de pouvoir : le pouvoir électoral et le type d'arrangements institutionnels qui ont fait que des gens ordinaires pouvaient avoir une influence sur les autorités de l'État. Tout cela serait miné par la mondialisation néolibérale.

Quelles sont les formes que cela prendrait ? Tout d'abord, l'autorité nationale serait compromise par la montée des organisations supranationales. En effet, pour que les électeurs aient du pouvoir, il faut qu'ils aient du pouvoir sur les autorités de l'État qu'ils élisent. Mais que se passe-t-il si ces autorités de l'État sont dépouillées de leur pouvoir par la montée des organisations supranationales, ou si leur pouvoir est compromis par la montée de ces organisations supranationales ? Par exemple, le pouvoir de la classe ouvrière française est compromis par la montée de l'Union européenne, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international, etc.

Mais le pouvoir de la classe ouvrière est encore plus gravement compromis – selon ce point de vue conventionnel, selon ce nouvel ensemble d'idées qui a battu en brèche les vieilles idées sur le pouvoir de la classe ouvrière – par la croissance du capital multinational, des sociétés multinationales qui opèrent beaucoup comme les entreprises ont opéré aux États-Unis depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, parce que notre système de gouvernement des États-Unis est un système fédéral. Dans le cadre du système fédéral, de nombreux services, les politiques fiscales, les politiques d'infrastructure dont les entreprises – surtout les grandes entreprises – se soucient, sont initiées et mises en œuvre au niveau de l'État membre, non au niveau fédéral. Comme les entreprises opèrent de l'Atlantique au Pacifique, sur une échelle fédérale, elles peuvent prendre les gouvernements des États membres en otage et dire, par exemple : « Si vous ne me donnez pas les allègements fiscaux que je veux, si vous ne construisez pas une autoroute à quatre voies jusqu'à la porte arrière de mon usine, je vais m'installer dans un autre État ». Cela est vrai aux États-Unis, et cela a été dévastateur pour le pouvoir démocratique depuis au moins un siècle. On affirme que maintenant cela est vrai dans le monde entier ; que les sociétés multinationales peuvent prendre en otage les gouvernements nationaux en promettant d'investir ou de désinvestir, de choisir où elles vont s'établir selon qu'elles obtiennent ou non l'ensemble des politiques qu'elles veulent.

Un autre développement a sapé la vieille notion de pouvoir démocratique, du pouvoir des gens ordinaires obtenu par leurs votes, par leurs partis lors des

élections : la privatisation rampante qui aux États-Unis est particulièrement importante. La privatisation des services du gouvernement, ce nouveau terrain de pillage pour les entrepreneurs, affaiblit nos syndicats les plus importants dans le secteur public. Probablement les plus grands partisans syndicaux du Parti démocrate – qui n'est pas un parti anticapitaliste, mais c'est le meilleur que nous ayons en matière de partis politiques – sont les syndicats d'enseignants. Ce sont les syndicats du secteur public, du moins aussi longtemps que les écoles sont publiques. Et l'effort de privatisation de l'éducation publique a comme l'un de ses buts cachés la déconfiture des syndicats d'enseignants.

La privatisation est aussi un nouveau domaine d'investissement, de profit, de pillage. Il suffit de regarder comment nous avons utilisé nos faibles programmes publics de santé pour alimenter les grands fournisseurs privés dans le domaine de la santé d'une manière qui n'est soumise à aucune forme de réglementation.

Les idées sur la mondialisation sont dévastatrices pour la notion de pouvoir du mouvement ouvrier à cause de la façon dont la mondialisation néolibérale affaiblit les promesses de démocratie.

Ces idées et certaines des réalités – mais pas toutes – sont dévastatrices pour la vieille notion voulant que la force de travail ait le pouvoir de « fermer la taule », car la mondialisation signifie aussi la délocalisation des industries de production de masse vers l'Asie, le Sud plus généralement. Et avec ce déplacement de l'investissement vient l'intensification de la concurrence entre les marchandises, avec pour conséquence que les travailleurs – souvent des travailleurs syndiqués – dans le monde développé sont constamment confrontés aux travailleurs de l'hémisphère Sud. Ainsi, la concurrence accrue augmente la pression et fait craindre le pire.

On en vient à croire – et beaucoup de syndicalistes, y compris des intellectuels, me l'ont dit – qu'on ne peut pas faire grève dans ces conditions. On ne peut plus faire grève ; on ne peut même plus parler de grève. On ne peut plus parler de cet exercice essentiel du mouvement ouvrier, « le pouvoir de fermer la taule ».

Donc, cette nouvelle série d'idées reçues est invalidante et paralysante. Mais est-ce toute la vérité ? Il y a clairement quelque chose de vrai dans ces idées. Cependant, je ne pense pas que ce soit toute la vérité. Je pense que l'idée implicite dans la notion de pouvoir du mouvement ouvrier, dans l'idée que l'on peut « fermer la taule », qu'il y a un pouvoir démocratique si les gens ont le droit de vote, c'est la perspective théorique générale qui permet de comprendre pourquoi certaines personnes peuvent dominer les autres. Et en particulier, implicite dans ces deux idées-forces, il y a une notion plus vaste selon laquelle les gens que nous considérons habituellement impuissants, désarmés, inévitablement subordonnés, ceux qui n'ont rien des ressources classiques de pouvoir comme l'argent, le contrôle des emplois, le contrôle des armées, ou

de bandes de voyous, des gens qui n'ont pas de ressources, les gens comme les serfs, les pauvres des villes, les travailleurs, ont parfois du pouvoir.

Historiquement, il y a les cas où les serfs ont eu de l'influence sur les propriétaires fonciers, où les populations urbaines pauvres ont fait grincer les dents des princes, où les travailleurs ont fait céder leurs patrons. Ce type de pouvoir et le pouvoir implicite dans la notion que le mouvement ouvrier peut « fermer la taule », le pouvoir implicite des idées démocratiques, provient, je crois, des modèles de coopération, d'interdépendance, qui constituent notre société. Ce sont des formes de coopération qui impliquent des serfs, qui impliquent les pauvres urbains qui doivent coopérer – au moins en acquiesçant – et qui impliquent les travailleurs et les travailleuses. Tout le monde joue un rôle dans le fonctionnement normal des institutions importantes qui constituent une société coopérative.

Ces formes de coopération sont complexes et de grande envergure. Il existe de nombreux systèmes institutionnels de coopération (y compris les familles, les églises, les systèmes éducatifs) mais certains systèmes institutionnels sont plus importants que d'autres.

Les institutions économiques sont très importantes, ainsi que les institutions politiques qui déterminent les axes centraux qui lient l'État aux populations. Et les luttes de pouvoir qui sont rendues possibles par les systèmes économiques et politiques de coopération, ces relations de pouvoir peuvent être très critiques dans la transformation des sociétés. Et elles impliquent tout le monde, ou presque tout le monde, parce que les gens sont liés entre eux dans ces activités économiques et politiques auxquelles ils participent. Et c'est parce que ces gens sont importants [là où ils sont] qu'ils peuvent perturber ces systèmes. Les étudiants peuvent perturber les universités. Les travailleurs peuvent perturber la production. Les paysans dans les hauts plateaux de Bolivie peuvent perturber des communautés entières en bloquant les routes. Ainsi, la démocratie représentative électorale comme les idées portant sur le pouvoir des travailleurs sont des expressions particulières d'une notion plus large selon laquelle les relations d'interdépendance créent de l'énergie interdépendante. Or ce pouvoir interdépendant, contrairement aux armes et à l'argent, inclut le bas de la société et augmente avec la centralisation et la spécialisation.

Il en résulte, selon moi, que la mondialisation – qu'elle soit néolibérale ou non – augmente le potentiel du « pouvoir d'en bas ». Les modalités mêmes qui permettent aux capitaux de fuir, d'aller vers des zones à bas salaires et à faibles coûts, créent aussi de nouvelles et fragiles interdépendances. Tout le monde se plaint de l'externalisation ; on donne aux pauvres d'ailleurs des emplois pour produire des pièces importantes de nos voitures ou de nos wagons de chemins de fer. Mais ces arrangements créent également de nouvelles interdépendances très fragiles et complexes. L'externalisation a donc un double aspect : elle desserre les liens entre les investisseurs nationaux et les tra-

vailleurs nationaux et affaiblit leur pouvoir, mais elle lie les investisseurs à de nombreux autres contributeurs en majorité subalternes. Je parle par exemple des chaînes de production éloignées (et c'est encore plus vrai avec la méthode d'organisation de la production juste-à-temps JAT) qui dépendent de systèmes complexes de transport. Et voilà ce qui d'une certaine façon me plaît le plus : elles dépendent aussi de systèmes électroniques de communication qui sont extrêmement vulnérables au retrait de la coopération.

Dans l'ancien temps des systèmes de production fordiste, les gens qui défendaient le pouvoir des travailleurs essayaient de savoir quels travailleurs ou travailleuses – dans un système complexe (usine ou industrie) avec une division complexe du travail – étaient les travailleurs logistiques qui, si on parvenait à les organiser, pourraient « fermer la taule ».

John Womack, un expert mexicain, a passé des décennies à essayer de comprendre qui, à Vera Cruz, étaient les travailleurs logistiques.

Maintenant, peut-être, l'idée de travailleurs logistiques devient majeure ; peut-être que beaucoup de travailleurs et de travailleuses dans un système très complexe et fragile de division du travail et de coopération, sont des travailleurs logistiques ou des travailleurs potentiellement logistiques.

Il y a des problèmes, cependant. Et ces problèmes ont à voir avec le fait que le potentiel en énergie, créé par un nouveau système de relations institutionnelles, le potentiel d'énergie à la base en particulier, n'est pas automatiquement exprimé. Beaucoup de travail stratégique doit être fait pour développer ce pouvoir. En premier lieu, les personnes qui sont subordonnées et qui sont culturellement étouffées, doivent arriver à reconnaître qu'elles sont importantes, qu'elles apportent une contribution. Alors, elles doivent reconnaître que les élites dépendent d'elles. Elles doivent coordonner leurs actions, résoudre un problème d'organisation – et c'est ce qui préoccupe le plus les organisateurs.

Nous en avons parlé hier implicitement quand Loïc Wacquant a parlé de l'atomisation du précariat. Cette atomisation, qui en un sens a toujours été le cas des grands groupes de travailleurs, doit être surmontée ; les gens doivent agir de concert. L'influence inhibitrice d'autres institutions et d'autres rapports doit être surmontée, car les gens n'ont pas seulement des relations avec les investisseurs ou avec les employeurs, ou même avec les autorités étatiques. Ils ont également des relations avec l'Église qui a été si importante dans la montée de la droite aux États-Unis. Ils ont des liens familiaux, ils sont parfois intégrés dans des organisations, des organisations malsaines d'extrême droite.

Ils doivent également être en mesure de supporter la suspension des relations qui est la conséquence nécessaire du retrait de la coopération dans les relations interdépendantes. On ne s'attaque pas seulement au patron ; on ne

reçoit plus non plus de salaire. Et qui plus est, on risque de mettre fin à cette relation de coopération. Mais la chose la plus dure de toutes consiste à activer ce pouvoir potentiel qui découle de la coopération et, actuellement, de ces nouveaux systèmes de coopération complexes et fragiles. Mais pour cela il faut briser les règles. Cela a constitué l'une des inhibitions les plus importantes de l'action populaire. Vous avez à défier les règles qui sont mises en place par les pouvoirs publics eux-mêmes, influencés par d'autres sources de pouvoir, par la richesse, par la force, etc. Pensez à la façon dont la vieille classe ouvrière a dû briser les règles qui interdisaient la syndicalisation présentée comme un complot. Elle a dû briser les règles interdisant les grèves. Aux États-Unis et en Angleterre, les grèves ne respectaient pas la tradition des relations entre le maître et le serviteur, qui était incorporée dans le Droit de la « common law ».

Ce sont des problèmes stratégiques qui ont toujours dû être surmontés pour activer le pouvoir de la base. Il y a aussi des problèmes stratégiques que les employeurs, le patronat, les dirigeants, les multinationales, ont dû surmonter pour tirer parti des nouveaux réseaux de production et de commerce mondiaux. Cela ne leur a pas pris de temps.

Les machines de propagande qui ont été créés par les entreprises sous la forme de groupes de réflexion, de publications et de stations de télévision *ad hoc* sont pleines d'une sorte d'idéologie du « néomarché ». L'idée qu'une économie qui enjambe les frontières nationales c'est vraiment le grand marché d'aujourd'hui, et que les lois du « vieux marché » qui ont toujours handicapé le mouvement ouvrier sont encore plus difficiles à défier maintenant, idéologiquement c'est de la propagande. Les ondes, les politiciens, tout le monde nous le rabâche. Les employeurs ont été prompts à utiliser la réalité de la fuite des capitaux pour l'exagérer dans le cadre de leur campagne de lutte contre les vieux syndicats créés à l'époque fordiste. Et ils ont aussi été très rapides à utiliser le gouvernement pour déréguler et se débarrasser des anciens règlements relatifs au travail et aux droits du travail. Ils ont en fait « occupé » le gouvernement aux États-Unis. Le mouvement ouvrier et les dirigeants syndicaux ont été beaucoup plus lents. Ils sont trop bureaucratiques ; ils ont une vie trop confortable ; leur ancienne manière de faire les choses a fonctionné, au moins en partie, mais jamais vraiment bien ; ils sont timides ; ils sont vieux ; ils craignent les risques des nouvelles stratégies qui supposent de transgresser les règles.

Aux États-Unis, le mouvement syndical a reconnu qu'il est en grande difficulté ; les syndicats perdent des membres et de la représentativité. Ils le savent. Il y a eu des changements dans le *leadership* mais pas très importants. Et ces nouveaux dirigeants politiques, qu'ont-ils tenté de faire ? Ils ont essayé de revivre, de mettre plus d'énergie dans la poursuite des vieilles stratégies de l'ancien répertoire. Cela comprend l'organisation des travailleurs non syndiqués, des travailleurs précaires et des immigrants. Il y a eu aussi des efforts

pour organiser des travailleurs à temps partiel afin de trouver des alliés dans les quartiers, ce qui signifie vraiment quelque chose comme l'organisation des précaires qui n'appartiennent pas à la force de travail ordinaire.

Surtout, ils ont essayé aux États-Unis d'utiliser leur influence électorale pour compenser leur incapacité à utiliser l'ancienne force du mouvement ouvrier, le pouvoir de faire la grève.

Et d'énormes quantités de matière grise, d'argent des syndicats, d'énergie militante, ont été utilisées dans des campagnes électorales dans l'espoir de faire élire des candidats qui renforceraient les droits des travailleurs, et surtout modifieraient la composition de la Commission nationale des relations du travail qui a été éviscérée, transformée en une commission toujours favorable au patronat grâce à des décennies de règne conservateur.

Mais ce sont des anciennes stratégies. Ce n'est pas qu'elles soient inutiles mais elles sont faibles. En effet elles font face à un contexte de désindustrialisation, à l'effet de levier supplémentaire que les employeurs ont gagné à la suite de la mondialisation, de la machine politique formidable que les entreprises ont créée au cours des trente dernières années pour dominer le gouvernement. Ce sont de puissants contre-pouvoirs.

Je pense que les travailleurs et les travailleuses – les syndicats, peut-être pas – ont besoin de nouvelles stratégies. Je pense qu'il y a de l'espoir. De nouvelles stratégies tirent profit des nouvelles sources d'énergie résultant de la mondialisation néolibérale et de l'école de gestion de la production dite « lean ». Il y a des ébauches de stratégies novatrices. Certains syndicats, en particulier la SEIU (Service Employees International Union) aux États-Unis, s'efforcent d'augmenter la densité des syndicats sectoriels en mettant fin à l'ancienne structure syndicale par juridiction afin qu'un syndicat donné dans une action syndicale puisse gérer un plus grand nombre de travailleurs dans un secteur particulier. C'est une approche nouvelle. Une autre approche est ce qu'on appelle une stratégie d'entreprise. Il s'agit de diagnostiquer effectivement vis-à-vis de qui sont vulnérables les investisseurs.

On fait un grand tableau. Nous savons que les investisseurs sont vulnérables vis-à-vis des travailleurs dans une certaine mesure, mais que cela ne suffira peut-être pas ; ou on n'a peut-être pas pu encore les organiser. Mais les investisseurs sont également vulnérables vis-à-vis de certains partenaires d'affaires, d'investisseurs, ou de gros clients. Nous voulons savoir quelles sont toutes ces vulnérabilités et déterminer comment nous pouvons obtenir un effet de levier en nous servant de ces autres vulnérabilités. Il y a un problème avec ce genre de stratégie, je crois, parce que ce ne sont pas les travailleurs qui exercent un effet de levier sur les cibles. Si ce sont des clients ou d'autres investisseurs qui détiennent cet effet de levier, est-ce que ce seront les travailleurs qui en retireront les bénéfices ?

Il y a maintenant beaucoup plus de recherches portant sur des campagnes syndicales transfrontalières. Et il y a aussi un retour à cette vieille stratégie visant à former des syndicats mondiaux. Mais je ne suis pas en mesure aujourd'hui d'évaluer chacune de ces approches stratégiques. Ce que je veux faire à la place, c'est vous suggérer, en terminant, que la stratégie et l'examen des stratégies de pouvoir politique des travailleurs et travailleuses pourraient – et je crois devraient – faire l'objet d'un programme universitaire. Nous pourrions aider, nous, les universitaires. Ces stratégies sont, après tout, des hypothèses du monde universitaire étasunien et mondial. Ce sont diverses hypothèses compliquées et variées, des ensembles d'hypothèses au sujet des conflits, de qui peut faire quoi à qui. Elles sont compliquées, en partie parce qu'il ne s'agit pas juste de savoir si les travailleurs peuvent s'organiser et si, en s'organisant, ils peuvent exercer un effet de levier sur une cible. C'est aussi une question de contre-stratégies. C'est une danse avec plusieurs danseurs, avec trois partenaires au moins : les travailleurs, les employeurs et l'État.

Nous pourrions le faire, nous pourrions examiner tout cela. Il y a beaucoup à examiner ; beaucoup de données seraient utiles. Les données sont importantes. Les données empiriques sont importantes pour préciser nos catégories. Notre modèle pourrait être le *Manifeste* ; mais le *Manifeste communiste* était vraiment trop général pour les fins de notre élaboration stratégique d'aujourd'hui. Nous voulons faire face à la propagande néolibérale. Et cela signifie que nous avons à faire des travaux universitaires sur les raisons pour lesquelles les travailleurs précaires, ou d'autres travailleurs qui ne sont pas aussi précaires mais le seront probablement, ont du pouvoir ; sur pourquoi le développement, la croissance de marchés internationaux sans opposition ou résistance, sans concessions importantes faites aux travailleurs, pourquoi tout cela n'est pas inévitable. Nous devons étudier – le *Manifeste* ne l'a pas fait et ne pouvait pas le faire – comment les gens peuvent être organisés aujourd'hui en tenant compte de la dispersion des lieux de travail. Nous avons besoin de nouvelles formes d'organisation. Les grands syndicats nationaux et internationaux, hiérarchiquement organisés, ne sont probablement pas les bons outils. Nous devons en apprendre davantage sur la façon dont Twitter a été utilisé pour organiser les manifestants iraniens. Nous devons nous pencher sur des modes d'organisation plus souples, plus sous forme de réseau, comme l'a fait le Global Justice Movement. Nous devons apprendre plus et expliquer comment des gens de langues diverses, de traditions diverses, peuvent être, et ont toujours été, regroupés. C'est l'histoire du mouvement ouvrier, de rassembler les gens de lieux divers, parlant des langues ou dialectes divers, ayant des idées diverses.

Mais la promesse de pouvoir est une promesse enivrante. Elle unit les gens malgré les barrières de langues et de traditions, et malgré les diverses modalités de l'emploi. C'est cela notre histoire, et nous devons la poursuivre.